vinetur

Le Canada propose 176,9 millions de dollars canadiens pour prolonger de trois ans l’aide au secteur viticole

Le budget 2026 renouvellerait le Wine Sector Support Program à partir de 2027-2028, portant les financements annoncés à 520,1 millions de dollars canadiens

samedi 14 novembre 2026



Le gouvernement canadien a annoncé vendredi 13 novembre que le budget 2026 prévoyait 176,9 millions de dollars canadiens de nouveaux financements sur trois ans pour prolonger le soutien à la filière viticole du pays. Cette mesure vise à aider les domaines viticoles et les viticulteurs indépendants à faire face à la hausse des coûts et aux risques liés au climat.

Selon des déclarations du gouvernement publiées à l'issue d'événements distincts à Niagara-on-the-Lake, en Ontario, et à Kelowna, en Colombie-Britannique, les fonds seraient versés à Agriculture et Agroalimentaire Canada afin de renouveler le Wine Sector Support Program à partir de 2027-2028. Le programme apporte un soutien direct aux domaines viticoles canadiens titulaires d'une licence.

Patrimoine canadien a indiqué que le secrétaire d'État Adam van Koeverden avait rencontré des représentants de Jackson-Triggs Winery ainsi que des viticulteurs et des vignerons locaux à Niagara-on-the-Lake. Dans un communiqué distinct, l'Agence d'investissement pour la défense a déclaré que Stephen Fuhr, député de Kelowna et secrétaire d'État chargé des achats de défense, avait mis en avant la même mesure en faveur du secteur viticole en Colombie-Britannique.

Le gouvernement a indiqué que les financements proposés visaient à aider les domaines viticoles à gérer la hausse des coûts des intrants, à stabiliser leurs activités et à continuer d'acheter des raisins auprès de producteurs locaux indépendants. Les responsables ont également présenté cette mesure comme un volet d'un plan économique plus large inscrit dans le budget 2026, axé sur la croissance, la productivité, la diversification des échanges commerciaux et l'emploi.

La proposition s'ajouterait aux 343 millions de dollars canadiens déjà engagés par Ottawa pour le programme, portant à 520,1 millions de dollars canadiens le total promis dans le cadre du Wine Sector Support Program sur huit ans. Le gouvernement a indiqué que la filière viticole canadienne représentait 10,1 milliards de dollars canadiens dans l'économie nationale.

Cette annonce intervient alors que les producteurs de vin de plusieurs régions canadiennes sont confrontés à l'inflation, à l'évolution des conditions de marché et à des phénomènes météorologiques extrêmes répétés qui ont affecté les vendanges. Le

gouvernement fédéral a déclaré que ces nouveaux fonds aideraient la filière nationale à s'adapter aux difficultés économiques et climatiques persistantes, tout en préservant les emplois ruraux et en soutenant l'agritourisme.

Heath MacDonald, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, a déclaré que la filière soutenait des emplois, des entreprises et des économies locales dans tout le pays, et que la prolongation du programme renforcerait sa résilience et sa compétitivité. Van Koeverden a affirmé que le secteur était un moteur de croissance régionale et d'activité touristique, et que l'aide fédérale permettrait aux domaines viticoles et aux producteurs de rester compétitifs et de saisir de nouvelles opportunités.

Les représentants de la filière ont salué la proposition, estimant qu'elle donnerait aux domaines viticoles davantage de confiance pour investir. Del Rollo, président de Wine Growers Canada et vice-président d'Arterra Wines Canada, a déclaré que le renouvellement soutiendrait les viticulteurs, la production locale et les communautés liées à la filière. En Colombie-Britannique, Jeff Guignard, directeur général de Wine Growers British Columbia, a indiqué que cet engagement aiderait les domaines viticoles à se relever et à se développer après plusieurs années difficiles.

Paul Sawler, de Dirty Laundry Winery, en Colombie-Britannique, a déclaré que le programme existant avait apporté une souplesse financière aux producteurs confrontés à la hausse des coûts et à d'autres difficultés. Selon lui, une prolongation de trois ans faciliterait la planification des activités et des investissements des domaines viticoles.

Cette mesure compte au-delà des régions viticoles, car elle pourrait apporter davantage de stabilité aux domaines viticoles et aux producteurs pour planifier la production et les achats de raisins, à un moment où les producteurs canadiens se disputent les places en rayon et les consommateurs. Un soutien fédéral plus prévisible pourrait également aider les producteurs de vin nationaux à défendre leurs parts de marché face aux vins importés, même si son effet dépendra des règles définitives du programme et des conditions du marché.

Les déclarations fédérales ne détaillaient ni les éventuelles modifications des critères d'admissibilité ni les modalités de calcul des financements du programme renouvelé. Elles indiquaient seulement que les fonds seraient attribués par l'intermédiaire

d’Agriculture et Agroalimentaire Canada et que le soutien continuerait de cibler les domaines viticoles canadiens titulaires d’une licence.

À Niagara, Chris Bittle, député de St. Catharines, a déclaré que le renouvellement du programme soutiendrait les domaines viticoles locaux, les entreprises touristiques et l’emploi dans la région. À Kelowna, Fuhr a affirmé que la prolongation aiderait la filière à se développer et à contribuer au développement économique des communautés de Colombie-Britannique et du reste du Canada.

La proposition figure toujours dans le budget 2026 et devra suivre le processus budgétaire fédéral. Si elle est approuvée en l’état, les nouveaux financements débuteront au cours de l’exercice 2027-2028 et se poursuivront pendant trois ans.

Pour les domaines viticoles et les viticulteurs, le calendrier est important. Les régions viticoles du Canada réclament davantage de visibilité à long terme alors qu’elles font face à des conditions de vendange instables et à la hausse des coûts de la main-d’œuvre, des matériaux et d’autres intrants. Un programme fédéral renouvelé ne supprimerait pas ces difficultés, mais offrirait aux producteurs un horizon de planification plus clair pour décider des surfaces à planter, des volumes de fruits locaux à acheter et des investissements à consacrer à la production et aux installations touristiques.

L’importance accordée par le gouvernement aux achats de raisins locaux compte également pour les producteurs indépendants, dont la situation dépend étroitement des décisions d’achat des domaines viticoles. En liant le programme à la production nationale, Ottawa indique vouloir que l’aide bénéficie aux deux extrémités de la chaîne d’approvisionnement, des vignobles aux opérations de mise en bouteille.

Aucun nouveau calendrier n’a été communiqué vendredi 13 novembre concernant la publication de précisions sur le renouvellement proposé.